

Aurait-il fallu exclure Israël de l'Eurovision 2026 ? "Non. Le boycott sert les intérêts de la droite israélienne, pas ceux des Palestiniens"

L'édition 2026 de l'Eurovision est chahutée en raison de la participation controversée d'Israël dans le contexte de la guerre dans la bande de Gaza, mais aussi d'accusations d'irrégularités dans les votes en 2025. Trente-cinq pays ont annoncé leur présence en mai 2026 à Vienne, et cinq autres ont choisi le boycott. Que faut-il en penser ? Les avis divergent.



Contribution externe

Publié le 18-12-2025 à 08h44

Enregistrer



La chanteuse israélienne Yuval Raphael lors de la finale de l'Eurovision, le 17 mai 2025 à Bâle, en Suisse. ©Copyright 2025 The Associated Press. All rights reserved.

Partager

Une opinion du professeur Joël Kotek, président de l'Institut Jonathas, spécialiste des génocides

Prôner le boycott d'Israël est, à mes yeux, profondément irresponsable, non parce qu'Israël serait au-dessus de la critique, mais parce que le boycott transforme un conflit tragique et complexe en mise au ban d'un seul État, érigé en "exception morale". Oui, le gouvernement israélien peut être critiqué : violences de guerre à Gaza, dérives de l'extrême droite en Cisjordanie, affaiblissement des contre-pouvoirs. Mais le boycott n'est pas une critique : c'est une sanction globale, indifférenciée, qui vise un pays dans son ensemble, sa société civile, ses artistes, ses chercheurs, et qui produit souvent l'effet inverse de celui qu'il prétend rechercher. D'abord, il nourrit "le deux poids, deux mesures". Si l'on veut exclure Israël d'événements culturels comme l'Eurovision au nom d'une logique de "pureté", pourquoi ne pas appliquer la même règle à d'autres pays ? Pourquoi pas la Turquie (occupation d'une partie de Chypre, répression contre les Kurdes, non-reconnaissance du génocide arménien, grec pontique et araméen) ? Pourquoi pas l'Azerbaïdjan, après l'épuration ethnique des Arméniens du Haut-Karabagh ?

On aura beau jeu d'objecter, d'abord, que la Russie a été exclue de l'Eurovision ; mais cette décision s'inscrivait dans le cadre d'une agression interétatique directe. La Russie a envahi l'Ukraine. Or, dans le cas israélo-gazaoui, l'agresseur a été le Hamas, pas Israël, qui n'a fait que répondre à une attaque contre sa population civile sans précédent depuis la Shoah. Un massacre à froid qu'Amnesty International s'est résolu à qualifier, après deux ans d'autocensure, de crime contre l'humanité... exterminatoire.

Un cadeau à l'extrême droite et à Netanyahu

D'autres, ensuite, évoquent le cas de l'Afrique du Sud. Or, cette comparaison est bancale. L'apartheid reposait sur la domination institutionnelle d'une infime minorité blanche sur une majorité africaine privée de droits politiques. Israël ne correspond en rien à ce modèle : les citoyens arabes minoritaires (21 %) disposent du droit de vote, de partis, d'élus, d'un accès aux institutions. Rappelons à ce propos qu'Israël n'a rien d'une colonie blanche. La majorité de la population israélienne est indigène pour être majoritairement originaire du monde arabo-musulman et ce, sans même évoquer les liens historiques et culturels entre les Juifs et la terre de... Judée. Jésus était juif, pas plus palestinien qu'araméen.



Eurovision 2026 : 35 pays participeront à la 70ème édition malgré cinq boycotts liés à Israël

Enfin, le boycott est un cadeau politique à l'extrême droite israélienne. Il lui permet de marteler : "Vous voyez, le monde vous rejettera quoi que vous fassiez". Il offre à Netanyahu l'argument commode d'un antisémitisme éternel des nations, qui justifie l'isolement et la fuite en avant sécuritaire, au risque de transformer Israël en forteresse. Or, Israël ne doit pas devenir Sparte : il a vocation à rester cette Athènes, ce pays de débat, d'innovation, de créativité, de science, de progrès technologiques, notamment en matière d'écologie. Il est évident que le boycott frappe d'abord ceux qui contestent le pouvoir : universités, milieux artistiques, intellectuels, souvent parmi les opposants les plus déterminés aux gouvernements de droite dure.

La culture israélienne n'est pas monolithique : elle a aussi porté des figures d'ouverture, y compris à l'Eurovision. Se souvient-on que Dana International fut la première artiste trans à gagner l'Eurovision (1998) ? Et l'on feint d'ignorer que Tel-Aviv est l'une des capitales LGBTQIA +, là où, à Gaza, la différence sexuelle est réprimée de la manière la plus brutale qui soit.

Si l'on veut une issue politique et la création d'un État palestinien viable, il faut soutenir les forces démocratiques israéliennes – juristes, ONG, universitaires, journalistes, artistes – plutôt que les punir collectivement. Montrons que l'antisémitisme n'est pas une fatalité : Israël n'est pas "le Juif des nations", mais une nation réelle, critiquable et perfectible, avec ses ombres et ses lumières. J'oubliais : l'enseignant des violences extrêmes que je suis depuis 35 ans n'a aucun mal à démontrer qu'Israël n'a pas commis de génocide à Gaza. C'est une évidence.

Les textes qui paraissent dans la rubrique Débats sont des contributions externes, qui n'engagent pas la rédaction.

MOTS-CLÉS : ATTAQUE DU HAMAS CONFLIT RUSSIE-UKRAINE

Copyright © La Libre.be 1996-2025 lpm sa - IPM | Ce site est protégé par le droit d'auteur / Rue des Francs 79, 1040 Bruxelles / Tel +32 (0)2 744 44 44 / N° d'entreprise BE 0403.508.716

